

20211116 Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/16/crise-des-migrants-sous-la-pressure-de-l-europe-loukachenko-joue-l-apaisement_6102219_3210.html

Crise des migrants : sous la pression de l'Europe, Loukachenko joue l'apaisement

A l'occasion d'un entretien par téléphone avec Angela Merkel, lundi, le président biélorusse a déclaré vouloir assurer le retour « chez eux » des migrants massés à la frontière avec la Pologne.

Par [Jean-Pierre Stroobants\(Bruxelles, bureau européen\)](#) et [Philippe Ricard](#)

Publié aujourd'hui à 06h16, mis à jour à 08h45

Article réservé aux abonnés



Des centaines de migrants font face aux soldats biélorusses, à la frontière avec la Pologne, le 14 novembre 2021.
OKSANA MANCHUK / AP

La chancelière allemande, Angela Merkel, s'est entretenue par téléphone durant une cinquantaine de minutes avec le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, lundi 15 novembre au soir. Les deux dirigeants ont, selon un porte-parole du gouvernement allemand, évoqué « *la situation difficile* » à la frontière polonaise, où de 2 000 à 3 000 migrants et réfugiés venus essentiellement du Moyen-Orient, instrumentalisés par les autorités de Minsk, tentent en vain, depuis des jours, de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne (UE). La chancelière et le président auraient aussi parlé de l'aide humanitaire à apporter à ces personnes, dont huit au moins sont déjà décédées.

C'est la première fois que M. Loukachenko conversait avec un responsable européen depuis le début de la crise migratoire et, au-delà, depuis l'été 2020, quand il a déclenché une violente répression à la suite de sa réélection contestée, qu'aucun pays de l'UE n'a reconnue. Lundi, le président, accusé d'avoir organisé un vaste mouvement de migrants (de 20 000 à 30 000 d'entre eux auraient débarqué à Minsk) pour se venger des sanctions européennes prises

contre lui et son pays, a déclaré vouloir assurer le retour de ces personnes « *chez elles* ». Un « *travail actif* » serait en cours pour tenter de les convaincre. La plupart d'entre eux refuseraient toutefois l'option d'un retour.

Nouveau coup de bluff du dirigeant biélorusse ? Réunis à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept s'en sont, en tout cas, tenus à leur programme, en notant au passage que M. Loukachenko leur promettait toujours des « *représailles* » et jugeait « *absurdes* » leurs accusations. Les nouvelles sanctions, basées sur un nouveau critère – [l'instrumentalisation de la migration](#) pour en faire un outil d'attaque « *hybride* » – seront précisées et annoncées dans les prochains jours. Elles viseront des personnes physiques et morales.

Selon Josep Borrell, le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité, ces mesures restrictives concerneront aussi des compagnies aériennes et des opérateurs du secteur touristique biélorusses, ainsi que des agences de voyage du Proche-Orient. Après la Turquie, les autorités des Emirats arabes unis ont en tout cas indiqué lundi que leurs compagnies n'embarqueraient plus de Syriens, Irakiens, Afghans ou Yéménites vers Minsk.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [La Biélorussie va faire l'objet de nouvelles sanctions européennes](#)

« L'Europe n'est pas impuissante »

« *C'est le signe que l'Europe n'est pas impuissante et que ses menaces de sanctions ont porté* », relève Pawel Zerka, chercheur au think tank European Council on Foreign Relations. Ce spécialiste invite cependant à la vigilance : « *Même si les choses finissent par se calmer l'Europe ne sera pas en sécurité tandis que le dictateur Loukachenko, qui joue sa survie, restera en place. Il faudra accroître les sanctions économiques.* »

Lundi toujours, Emmanuel Macron a parlé par téléphone avec le président russe Vladimir Poutine. Les deux dirigeants sont convenus de la nécessité d'une « *désescalade* » à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, selon l'Elysée. Il n'y aurait eu, en revanche, « *aucune convergence* » entre eux sur l'origine de la crise migratoire à l'issue d'un « *long échange* » sur ce point.

Le président russe, que les Européens tentaient depuis des jours d'impliquer dans la résolution du conflit, s'était entretenu la veille avec M. Loukachenko. Selon Paris, il comprendrait désormais la nécessité de mettre un terme à la crise, « *en premier lieu dans l'intérêt des migrants* ». Les deux dirigeants seraient donc d'accord sur la nécessité d'une désescalade, incluant le dossier des livraisons de gaz russe, alors que Minsk menaçait de fermer un gazoduc qui passe sur son territoire.

Le changement de ton du dirigeant russe a été rapide. Lundi matin encore, le Kremlin jugeait « *erroné* » d'accuser le régime de Minsk, tout en déplorant que l'Union européenne « *fasse abstraction de ses idées d'humanisme* » en n'a aidant pas les migrants.

Lire aussi [Pologne-Biélorussie : nos réponses à vos questions sur les tensions à la frontière où sont bloqués des milliers de migrants](#)

Loukachenko « appuyé massivement par la Russie »

Interrogé sur le rôle possible de Moscou dans la crise biélorusse et sa possible exploitation du thème, ultrasensible pour les Européens, de la migration, M. Borrell parlait, pour sa part, d'une « *hypothèse* », lundi. Mais apparemment assez sérieuse à ses yeux, puisqu'il précisait : « *Je ne suis pas dans le secret des discussions entre Poutine et Loukachenko mais il est clair que celui-ci agit comme il le fait parce qu'il est appuyé massivement par la Russie, même si elle nie.* »

A Bruxelles, au-delà de la condamnation unanime des pratiques biélorusses, beaucoup de questions se posent sur l'attitude de la Pologne, qui a déployé 15 000 militaires pour appuyer ses policiers et gardes-frontières. Le pouvoir de Varsovie refuse toujours d'en appeler à Frontex, l'agence des gardes-frontières basée... dans la capitale polonaise, et dont la mission est notamment de protéger les frontières extérieures de l'UE. « *L'interdiction faite à la presse et aux ONG de se rendre dans la zone empêche par ailleurs de mesurer correctement la situation des personnes coincées entre barbelés polonais et forces armées biélorusses, cela devient vraiment problématique* », relève une source au Conseil.

Refusant toute critique et toute pression au nom de sa souveraineté, le pouvoir polonais tente aussi désormais d'impliquer l'OTAN, où il a reçu, la semaine dernière, le témoignage du soutien politique de ses alliés, lors d'une réunion du comité des ambassadeurs. Par la voix du premier ministre, Mateusz Morawiecki, le gouvernement paraît désireux d'aller plus loin en évoquant notamment la possibilité d'un recours à [l'article 4 du traité de l'Atlantique nord](#), qui prévoit une consultation approfondie entre pays membres en cas, notamment, de menaces sur la sécurité et l'intégrité de l'un d'eux.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [L'UE présente sa « boussole stratégique » sur fond de crise biélorusse](#)

Un propos qui n'a pas été relayé, lundi, lors de la réunion ministérielle des affaires étrangères. Au grand soulagement de plusieurs capitales, très peu désireuses d'impliquer l'OTAN dans cette crise. « *Ce serait agiter un chiffon rouge écarlate sous le nez de Poutine, alors qu'il paraît revenu à de meilleures intentions* », juge un diplomate.

Jean-Pierre Stroobants(Bruxelles, bureau européen) et Philippe Ricard